

Projet de règlement grand-ducal

**portant modification du règlement grand-ducal du
30 septembre 2011 portant organisation de la procédure
électorale pour la Chambre des Métiers**

Avis du Conseil d'État

(28 septembre 2021)

Par dépêche du 3 mars 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre des Classes moyennes.

Le texte du projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que du texte coordonné du règlement grand-ducal du 30 septembre 2011 portant organisation de la procédure électorale pour la Chambre des Métiers, que le projet de règlement sous revue vise à modifier.

Par dépêche du 21 juin 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État des amendements gouvernementaux au projet de règlement sous avis, élaborés par le ministre des Classes moyennes.

Au texte des amendements étaient joints un commentaire pour chacun des amendements, une version coordonnée du projet de règlement sous avis intégrant les amendements gouvernementaux ainsi qu'une version coordonnée du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2011 tel que modifié par le projet de règlement sous rubrique.

Les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des métiers et de la Chambre des salariés ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 26 mars, 31 mars, 12 mai et 27 avril 2021.

L'avis complémentaire de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ainsi que le deuxième avis complémentaire de la Chambre d'agriculture sont parvenus au Conseil d'État par dépêches respectivement des 30 juillet et 21 juin 2021.

L'avis complémentaire de la Chambre des métiers a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 29 juin 2021.

Les avis des juridictions administratives, demandés selon la lettre de saisine, ne sont pas encore parvenus au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Le présent avis a été établi à partir du texte coordonné du projet de règlement grand-ducal annexé aux amendements gouvernementaux du 21 juin 2021 et englobe dès lors le projet de règlement grand-ducal initial

ainsi que les amendements qui ont été soumis au Conseil d'État le 21 juin 2021.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous revue modifie le règlement grand-ducal du 30 septembre 2011 portant organisation de la procédure électorale pour la Chambre des Métiers afin d'y apporter, entre autres, des précisions en ce qui concerne les informations qui doivent figurer sur les enveloppes qui sont utilisées au cours de la procédure électorale et le déroulement du vote qui s'effectue par correspondance.

Examen des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er}, tel qu'amendé à travers les amendements du 21 juin 2021, vise à remplacer l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 30 septembre 2011 portant organisation de la procédure électorale pour la Chambre des Métiers. À l'instar des modifications entreprises par le projet de loi n° 7775¹ à l'endroit de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, les dates fixes jalonnant la procédure électorale sont remplacées par des délais calculés à partir de la date du scrutin afin de garantir une certaine flexibilité au niveau du déroulement de la procédure. À travers l'amendement 1, les auteurs ont encore choisi de préciser que le local dans lequel siègera le bureau électoral pourra non seulement être mis à disposition par la Chambre des métiers, mais également par l'État.

Le Conseil d'État note encore que le libellé de l'article sous revue, tel que repris à l'endroit de l'amendement proprement dit de même que dans le texte coordonné du projet de règlement grand-ducal sous revue, ne rend pas correctement compte du remplacement de l'article 1^{er} actuellement en vigueur. Partant, il convient de reformuler l'article sous revue comme suit :

« **Art. 1^{er}.** L'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 30 septembre 2011 portant organisation de la procédure électorale pour la Chambre des Métiers est remplacé comme suit :

« Art. 1^{er}. Le bureau électoral est institué au plus tard cent trente jours avant le scrutin. Il siège dans les locaux mis à disposition par l'État ou par la Chambre des métiers. »

Article 2

L'article 2 entend remplacer la section II intitulée « Du vote » (article 10 actuel), qui d'après les auteurs du projet de règlement sous avis manquerait de clarté, par deux nouvelles sections intitulées respectivement « Des enveloppes » (nouvel article 10) et « Du vote » (nouvel article 10^{bis}).

¹ Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ; 2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ; 3° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce (doc. parl. n° 7775).

Le Conseil d'État note qu'à travers le dispositif proposé, les auteurs du projet de règlement grand-ducal ont essentiellement procédé à une restructuration des dispositions actuellement en vigueur, sans en modifier la substance, à l'exception du fait que l'envoi du bulletin à l'électeur se fera désormais sous forme de lettre simple et non plus par envoi recommandé.

Par ailleurs, à l'article 10, alinéa 1^{er}, dans sa nouvelle teneur, les auteurs du projet de règlement grand-ducal proposent, pour clarifier le texte, des définitions des notions d'« enveloppe électorale », « enveloppe de transmission » et « enveloppe d'envoi » qui sont utilisées par la suite.

L'alinéa 2 prévoit ensuite que « [l]e format, l'adressage et l'affranchissement des enveloppes électorales doivent être conformes aux instructions de la Convention postale universelle telle que définies par l'Union postale universelle ». Le Conseil d'État a du mal à saisir la portée de cette disposition qui renvoie aux enveloppes électorales. D'après la définition donnée par l'article 10, alinéa 1^{er}, l'enveloppe électorale est en effet constituée par « l'enveloppe dans laquelle est inséré le bulletin de vote », enveloppe qui à son tour est insérée dans l'enveloppe de transmission qui sert à faire parvenir le bulletin de vote au président du bureau électoral. Il ne rime dès lors à rien de se référer en l'occurrence à l'adressage et à l'affranchissement des enveloppes électorales. Le Conseil d'État s'interroge sur l'utilité de la disposition proposée eu égard aux dispositions pertinentes de la Convention postale universelle qui s'impose à l'évidence également aux chambres professionnelles dans le cadre des opérations électorales

En ce qui concerne le nouvel article 10*bis*, qui reprend en grande partie les dispositions de l'article 10 actuellement en vigueur, le Conseil d'État propose, dans un souci de cohérence de la terminologie utilisée, de remplacer les termes « la personne exerçant le droit de vote » par les termes « l'électeur ». Enfin, au dernier alinéa de l'article 10*bis*, le Conseil d'État suggère de remplacer le terme de « renfermé » par celui de « inséré ».

Article 3

L'article 3 du projet de règlement grand-ducal procède au remplacement de l'article 13 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2011 dont le contenu est adapté aux définitions introduites au niveau du nouvel article 10. Pour le surplus, l'article 13 ne connaît pas de modifications substantielles quant au fond, à l'exception du fait que la transmission du bulletin au bureau électoral se fera à l'avenir sous forme de simple lettre et non plus par envoi recommandé.

Ici encore, le Conseil d'État suggère, dans un souci de cohérence de la terminologie utilisée, de remplacer les termes « la personne exerçant le droit de vote » par le terme « l'électeur ».

Article 4

L'article 4 du projet de règlement grand-ducal modifie l'article 16 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2011 qui a trait au dépouillement du scrutin. Les modifications apportées consistent notamment à préciser que les bulletins envoyés après le jour du scrutin sont exclus d'office et à modifier le délai dans lequel il doit être procédé au dépouillement des bulletins.

Le Conseil d'État ne formule pas d'observations.

Article 5

L'article 5 nouveau est inséré à travers les amendements gouvernementaux du 21 juin 2021 (amendement 2) et vise à modifier l'article 18 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2011. Les auteurs du projet de règlement grand-ducal entendent ainsi rayer de la liste des bulletins qui sont nuls les bulletins figurant sous le point 5 de l'article 18, c'est-à-dire « les bulletins dont l'enveloppe extérieure ne porte pas la signature », en raison du fait que ladite signature, qui est censée attester que l'électeur n'a pas voté dans une autre chambre professionnelle, n'est plus requise suite à la suppression de l'interdiction de voter dans plus d'une chambre professionnelle par le projet de loi n°7775.

Le Conseil d'État ne formule pas d'observations.

Article 6

L'article 6 supprime l'article 21 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2011. La disposition en question est en effet censée régler la façon dont les sièges de membres effectifs et de membres suppléants sont attribués. Or, ce dispositif figure déjà à l'article 34 de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, disposition qui par ailleurs fait l'objet de modifications à travers le projet de loi n° 7775 destinées, en cas d'égalité de suffrages, à remplacer l'attribution du siège au bénéfice de l'âge par le tirage au sort.

La disposition ne donne pas lieu à des observations de la part du Conseil d'État.

Article 7

L'article sous revue vise à remplacer l'alinéa 2 de l'article 22 du règlement grand-ducal précité du 30 septembre 2011 concernant la destruction des documents relatifs à l'élection. La liste des documents ne faisant pas l'objet d'une destruction à l'issue de l'expiration des délais de recours est élargie. Ainsi, aux procès-verbaux qui sont actuellement visés par l'article 22, s'ajouteront les listes électorales, ainsi que les propositions et les déclarations de candidats. D'après le commentaire des articles, les documents en question seront archivés.

Les auteurs du projet de règlement grand-ducal ne donnent pas d'explications quant à l'élargissement de la liste des documents qui ne font pas l'objet d'une destruction et se contentent de préciser que les documents qui ne sont pas détruits seront archivés et que les Archives nationales ont été consultées dans cette perspective. Le Conseil d'État note au passage que la loi électorale envisage, dans le contexte des élections législatives, en son article 154, la conservation des bulletins de vote jusqu'aux prochaines élections, et cela « à des fins d'analyse politique », les bulletins étant ensuite détruits, les autres documents, dont les listes électorales mentionnées à l'article 154, semblant être voués à une destruction immédiatement après l'aboutissement du processus électoral. Les questions de conservation des

documents comportant des données à caractère personnel étant désormais réglés par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données ainsi que loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, le Conseil d'État estime qu'il convient de supprimer la disposition sous revue qui est superflue.

Article 8

La formule exécutoire fait défaut au projet de règlement grand-ducal sous revue. Partant, il y a lieu d'ajouter un article 8 qui se lira comme suit :

« **Art. 8.** Notre ministre ayant [...] dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. »

Observations d'ordre légistique

Observations générales

Il convient d'écrire « Chambre des métiers » avec une lettre « m » minuscule.

À l'occasion du remplacement d'articles dans leur intégralité ou d'insertion d'articles, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné, au lieu d'être mis en gras, pour mieux le distinguer du numéro des articles de l'acte modificatif.

Les nombres s'écrivent en toutes lettres. Ils s'expriment uniquement en chiffres s'il s'agit de pour cent, de sommes d'argent, d'unités de mesure, d'indices de prix ou de dates.

Préambule

Le deuxième visa relatif aux avis de la Chambre des métiers et de la Chambre de commerce est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

Article 2

Il convient de reformuler l'article sous revue en vue de préciser que la section II intitulée « Du vote », qui comporte l'article 10, est remplacée par deux nouvelles sections. Il y a dès lors lieu d'écrire :

« **Art. 2.** À la suite de l'article 9, du même règlement, la section II intitulée « Du vote » est remplacée par deux nouvelles sections libellées comme suit :

« *Section II. Des enveloppes [...]* ». »

Article 4

Au point 2°, la phrase liminaire est à reformuler de la manière suivante :
« L’alinéa 1^{er} ancien, devenu l’alinéa 2, prend la teneur suivante : ».

À l’alinéa 2 nouveau, deuxième phrase, dans sa teneur proposée, il est suggéré d’écrire « [...] respectivement les noms et les dénominations des votants. »

Article 5

Le point à la suite des termes « le point 5 » peut être omis.

Article 6

Le Conseil d’État se doit de relever qu’on « abroge » un acte normatif dans son ensemble ainsi que les articles, paragraphes ou annexes, tandis que l’on « supprime » toutes les autres dispositions, comme les alinéas, phrases ou parties de phrase. Partant, le terme « supprimé » est à remplacer par le terme « abrogé ».

Article 7

À la phrase liminaire, il y a lieu d’écrire « À l’article 22 du même règlement, l’alinéa 2 [...] ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l’unanimité des 18 votants,
le 28 septembre 2021.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Christophe Schiltz